Greffe
du Tribunal de Commerce de
Angoulême
Palais de Justice
- BP 215 -
16007 ANGOULEME CEDEX
Tél. 0 891 01 11 11

CERTIFICAT
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

Concernant :

Sàrl ABDX
Z A C Des Montagnes IV
16430 CHAMPNIERS

Dépôt effectué par :

Sté FIDAL
19 avenue Kennedy
Le Montesquieu
33692 MERIGNAC CEDEX

Numéro RCS : Angoulême B 385 198 569 <7662/1992B00153>

Pièces déposées le 09/06/2008	Numéro : 8001315
Acte sous seing privé du 31/03/2008 - Cession de parts (ou Donation) - Changement de Gérant - Modification(s) statutaire(s)	
Statuts mis à jour du 31/03/2008 - Modification(s) statutaire(s)	

Le Greffier,

L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

CONVENTION DE CESSION DE PARTS SOCIALES

* * *

Entre les parties ci-après identifiées, il a été conclu ainsi qu'il suit une convention de cession de parts :

1 - PARTIES SIGNATAIRES

1-1 Les soussignés de première part

- Monsieur Bernard DELAGE, demeurant à ANGOULEME (Charente), 7, rue Waldeck Rousseau,
  Né à Saint Junien (Haute-Vienne), le 28 décembre 1946,
  De nationalité française,
  Divorcé de Madame Martine PANTALEON par jugement du Tribunal de Grande Instance de Limoges en date du 25 novembre 1988, non remarié depuis.

- Monsieur Antoine DELAGE, demeurant à ANGOULEME (Charente), 27, rue Lavalette,
  Né à Paris (75017), le 7 octobre 1968,
  De nationalité française,
  Célibataire, non partie à un pacte civil de solidarité.

1-2 Le soussigné de seconde part

- La société GIBAUD INVESTISSEMENTS, société par actions simplifiée au capital de 1.002.400 €uros, dont le siège social est à SAINT MAUR (Indre), Cap Sud, 108, avenue d'Occitanie, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de CHATEAUROUX sous le n° 390 536 522,

Représentée par Monsieur Denis GIBAUD, président, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

2 - OBJET DE LA CONVENTION

Les soussignés de première part sont associés de la société à responsabilité limitée dénommée ABDX, société au capital de 30.000 €uros, dont le siège est à CHAMPNIERS (Charente), zone d'activité des Montagnes IV et qui est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ANGOULEME sous le n° 385 198 569.

Ils détiennent ensemble 100 % du capital de cette société.

L'objet essentiel de la présente convention est de constater les conditions et modalités de la cession consentie par les soussignés de première part au profit du soussigné de seconde part portant sur la totalité des parts de cette société.

Cette convention forme avec le contrat de garantie conclu séparément entre les parties un tout indivisible.

3 - DEFINITIONS

Dans la suite de la convention :

- Les "CEDANTS" désignent les soussignés de première part.
- Le "CESSIONNAIRE" désigne le soussigné de seconde part.
- La "SOCIETE" désigne la société ABDX.
- Les "PARTS" désignent les DEUX MILLE (2.000) PARTS de cette société qui font l'objet de la cession.
- La "DATE DE CESSION" est celle de la signature du présent acte constatant la cession des parts contre paiement du prix payable comptant.
- Le "CONTRAT DE GARANTIE" désigne le contrat contenant notamment les garanties et déclarations souscrits par les CEDANTS en raison de la cession, signé concomitamment à la présente CONVENTION.
- La "CONVENTION" désigne la présente CONVENTION de cession de parts.

4 - DECLARATIONS PREALABLES

4-1 Déclarations des CEDANTS

a) Les CEDANTS détiennent 2.000 parts de la SOCIETE, société à responsabilité limitée française régie par les dispositions du Code de commerce applicables à cette forme de société.

Son siège social est à CHAMPNIERS (Charente), Z.A.C. des Montagnes IV, et elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'ANGOULEME sous le n° 385 198 569.

Le capital de la SOCIETE de 30.000 €uros est divisé en 2.000 parts de 15 €uros chacune entièrement libérées. Ces PARTS sont de même catégorie et confèrent les mêmes droits.

La cession des PARTS émises par la SOCIETE s'effectue librement entre associés, ascendants et descendants, et entre conjoints, et est soumise à l'agrément de la collectivité des associés pour toutes les autres transmissions (article 10 des statuts).

b) Monsieur Bernard DELAGE, CEDANT, exerce la fonction de gérant au sein de la SOCIETE.

c) Le CONTRAT DE GARANTIE décrit plus amplement la situation de la SOCIETE et les PARTS composant son capital.

5 - OBJET DE LA CESSION

5-1 Propriété des PARTS

Monsieur Antoine DELAGE a la pleine propriété de 100 parts sociales de la SOCIETE pour les avoir reçues en rémunération de son apport en numéraire lors de la constitution de la SOCIETE.

Monsieur Antoine DELAGE est également nu-propriétaire de 1.900 parts sociales de la SOCIETE, sous l'usufruit de Monsieur Bernard DELAGE, pour les avoir reçues par donation suivant acte authentique reçu par Maître Jean-Luc RIVET, notaire à Angoulême, le 31 décembre 1999.

5-2 Disponibilité des PARTS

Les PARTS sont libres de tout nantissement, privilège ou sûreté quelconque. Elles ne font l'objet d'aucune option d'achat ou droit de préemption.

Aucun empêchement ou restriction du droit de disposer ne vient interdire, limiter ou retarder leur cession.

5-3 Agrément de la cession

Par délibération des associés en date du 14 mars 2008, l'assemblée générale des associés a donné son consentement à la cession de parts à la société GIBAUD

INVESTISSEMENTS et a décidé d'agréer le CESSIONNAIRE en qualité de nouvel associé.

6 - CESSION

Par les présentes, les CEDANTS cèdent au CESSIONNAIRE qui accepte, DEUX MILLE (2.000) parts sociales de la SOCIETE .

7 - TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ ET DE JOUISSANCE DES PARTS

7-1 Propriété des parts

Le CESSIONNAIRE aura la pleine propriété des PARTS et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux PARTS à la DATE DE CESSION.

7-2 Droit aux dividendes

A compter de la DATE DE CESSION, tout dividende, acompte sur dividende ou tout autre produit revenant aux PARTS cédées, qui sera mis en distribution, quelque soit l'origine des répartitions, bénéficiera exclusivement et totalement au CESSIONNAIRE.

8 - PRIX DES PARTS

La cession des 2.000 PARTS est consentie et acceptée moyennant le prix de DEUX CENT QUARANTE ET UN MILLE QUATRE CENT TRENTE QUATRE €uros (241.434 €).

9 - PAIEMENT DU PRIX

Le CESSIONNAIRE a versé à l'instant même à Monsieur Bernard DELAGE pour le compte des CEDANTS, la somme de DEUX CENT QUARANTE ET UN MILLE QUATRE CENT TRENTE QUATRE €uros (241.434 €), à charge pour ce dernier de procéder à la répartition entre lui et son fils de cette somme comme il estime devoir le faire eu égard aux droits respectifs de chacun.

Ce que les CEDANTS acceptent expressément et ce dont ils lui consentent bonne et valable quittance.

DONT QUITTANCE

10 - COMPTES D'ASSOCIES

Les comptes courants d'associés ouverts au nom des CEDANTS dans les écritures de la SOCIETE ont été intégralement remboursés par cette dernière dès avant ce jour.

11 - CAUTIONNEMENTS DONNES PAR LES CEDANTS

Les CEDANTS n'ont pas donné de cautions, avals, ou autres sûretés en garantie des engagements de la SOCIETE.

12 - GARANTIE DES CEDANTS

Les CEDANTS souscrivent, en suite des présentes et par acte séparé, un CONTRAT DE GARANTIE contenant notamment diverses déclarations, attestations et garanties relatives à la SOCIETE.

Les engagements pris dans ce contrat sont, pour le CESSIONNAIRE, une cause déterminante et essentielle de son engagement d'acquérir.

La CONVENTION et le CONTRAT DE GARANTIE sont indissociables et forment un tout indivisible ; ils doivent toujours être interprétés l'un par rapport à l'autre.

13 - MODIFICATIONS STATUTAIRES

En conséquence de la présente cession, le CESSIONNAIRE, agissant en qualité de seul associé de la SOCIETE, décide de modifier, à compter du jour où la présente cession sera devenue opposable à la SOCIETE, l'article 7 des statuts :

ARTICLE 7 – CAPITAL

Cet article est rédigé de la manière suivante :

« Le capital social est fixé à 30.000 €uros, divisé en 2.000 parts sociales de 15 €uros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 2.000 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs et des cessions intervenues, savoir :

- A la société GIBAUD INVESTISSEMENTS	
2.000 parts portant les numéros 1 à 2.000, ci	2.000 parts
Total égal au nombre de parts composant le capital	2.000 parts

L'associé unique déclare expressément que toutes les parts représentant le capital social lui appartiennent et sont toutes entièrement libérées. »

14 - DEMISSION DU GERANT ET NOMINATION D'UN NOUVEAU GERANT

Monsieur Bernard DELAGE décide de mettre fin, à compter de ce jour, à ses fonctions de gérant de la SOCIETE.

Le CESSIONNAIRE, agissant en sa qualité d'associé unique de la SOCIETE, prend acte de la démission de Monsieur Bernard DELAGE de son mandat de gérant et décide de nommer en remplacement à compter de ce jour, pour une durée illimitée, Monsieur Denis GIBAUD, demeurant à VILLEDIEU s/ INDRE (Indre), 2, chemin du Moulin.

Le gérant exercera ses fonctions conformément aux dispositions légales et statutaires.

15 - LOI APPLICABLE

La présente CONVENTION est soumise à la loi française.

16 - REGLEMENT DES LITIGES

Toutes contestations qui s'élèveraient entre les parties relativement à l'interprétation et/ou à l'exécution de la CONVENTION seront soumises à la juridiction compétente.

17 - FRAIS ET HONORAIRES

Chacune des parties supportera et réglera les honoraires et frais de ses conseils respectifs et des intermédiaires éventuels auxquels elle aura fait appel.

Tous les autres frais, droits et taxes notamment les droits d'enregistrement dus sur la cession des PARTS seront supportés par le CESSIONNAIRE.

18 - DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Pour l'application des dispositions de l'article 726 III du Code Général des Impôts, les parties déclarent que du fait du montant du prix de cession, les droits d'enregistrement s'élèvent à :

(241.434 € - 23.000 €) x 5% = 10.922 euros.

19 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la CONVENTION et de ses suites, les parties font élection de domicile en leur domicile ou siège respectifs énoncé à l'article 1.

Fait en sept exemplaires
A Limoges
Le 31 mars 2008

Bon pour acceptation des fonctions de Gérant

Les CEDANTS

Le CESSIONNAIRE

Enregistré à : POLE D'ENREGISTREMENT D'ANGOULEME
Le 02/04/2008 Bordereau n°2008/423 Case n°13 Ext 1664
Enregistrement : 10 922 € Pénalités :
Total liquidé : dix mille neuf cent vingt-deux euros
Montant reçu : dix mille neuf cent vingt-deux euros
Le Contrôleur

Marie-Claire LEMARQUAND
Contrôleur des impôts

"ABDX"
DELAGE NISSAN
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 30 000 Euros
Siège Social : Zone d'activité des Montagnes IV
16430 CHAMPNIERS

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

. Monsieur Antoine DELAGE, né le 7 Octobre 1968, à PARIS, de nationalité française, demeurant 17 Rue Philibert Delorme, PARIS 17 ème.

. Monsieur Bernard DELAGE, né le 28 Décembre 1946 à SAINT-JUNIEN (HAUTE-VIENNE), de nationalité française, demeurant 32, Cours Gay Lussac à LIMOGES.

ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société à Responsabilité Limitée qu'ils ont convenu d'instituer.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - DUREE - EXERCICE SOCIAL - SIEGE

Article 1 - FORME

Il est formé par les présentes entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée régie par les lois en vigueur, notamment par la Loi du 24 juillet 1966 sur les Sociétés Commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

la vente, réparation, commerce, maintenance et location de tous engins terrestres.

- La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : 'ABDX'

Enseigne : 'DELAGE NISSAN'

Dans tous actes et documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société à Responsabilité Limitée » ou des initiales « S.A.R.L. » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - DUREE DE LA SOCIETE - EXERCICE SOCIAL

1 - La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

2 - L'année sociale commence le 1er Janvier et finit le 31 Décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 Décembre 1993.

Article 5 - SIEGE SOCIAL

Le Siège de la Société est fixé à : CHAMPNIERS (16430)
Zone d'activité des Montagnes IV

Il peut être transféré en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés. La Gérance peut créer des succursales partout où elle le juge utile.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Article 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

I- Monsieur Bernard DELAGE apporte à la Société la somme de	190 000 francs
- Monsieur Antoine DELAGE apporte à la Société la somme de	10 000 francs
Soit au total la somme de	200 000 francs

Cette somme de 200 000 Francs a été dès avant ce jour déposée au CREDIT LYONNAIS, agence de SAINT-JUNIEN, 21 rue Jean-Jacques Rousseau, à un compte ouvert au nom de la société en formation. Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du Greffe du Tribunal de Commerce attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

II- Lors d'une assemblée générale extraordinaire en date du 29 juin 2001, le capital social a été converti en euros puis réduit d'une somme de 3 212,90 Francs affectée à un compte de réserves indisponibles pour être porté à 30 000 Euros.

Article 7 – CAPITAL

Le capital social est fixé à 30.000 €uros, divisé en 2.000 parts sociales de 15 €uros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 2.000 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs et des cessions intervenues, savoir :

- A la société GIBAUD INVESTISSEMENTS 2.000 parts portant les numéros 1 à 2.000, ci	2.000 parts
Total égal au nombre de parts composant le capital	2.000 parts

L'associé unique déclare expressément que toutes les parts représentant le capital social lui appartiennent et sont toutes entièrement libérées.

Les soussignés déclarent que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

Article 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

1 - Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la Loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Toute personne entrant dans la Société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux Apports désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête d'un Gérant.

2 - Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la Loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une

augmentation de capital destinée à porter celui-ci au moins à ce minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

3 - Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus. Les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle doivent faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

Article 9 - PARTS SOCIALES

1 - Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

2 - Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Toutefois, les associés sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de Commissaire-aux-Apports ou lorsque la valeur retenue pour lesdits apports est différente de celle proposée par le Commissaire aux Apports.

En cas d'augmentation du capital, les gérants et les souscripteurs sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le Commissaire aux Apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés.

Les héritiers, créanciers, représentants d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

3 - Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi par ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu à la désig de ce mandataire à la demande de l'indivisaire le plus diligen ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

4 - La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'en pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un a unique. Dans ce cas, l'associé unique exerce tous les pouvoirs dév l'Assemblée des Associés.

Article 10 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - Transmission entre vifs

La transmission des parts s'opère par un acte authentique ou signatures privées. Pour être opposable à la Société, elle doit lui signifiée ou être acceptée par elle dans un acte notarié.

Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un ori de l'acte de cession au siège social contre remise par la Gérance attestation de ce dépôt.

La cession n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement d formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce e Sociétés.

Les parts se transmettent librement, à titre gratuit ou onéreux, associés, entre ascendants et descendants, et entre conjoints.

Elles ne peuvent être transmises, à quelque titre que ce soit, à des étrangers à la Société, lorsque la Société comporte plus d'un ass qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représe au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité éta outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'as cédant.

Le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associé acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avi réception indiquant l'identité du cessionnaire proposé, le nombre de dont la cession est soumise à agrément, ainsi que le prix de ce envisagé.

Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite Gérance doit convoquer l'Assemblée des associés pour qu'elle délibère le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés écrit sur ledit projet.

La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée pa Gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de récepti

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédant, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du Gérant, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties.

La Société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant.

Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut dans ce cas, sur justification, être accordé à la Société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la Gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la Société, centraliser les demandes d'achat émanant des autres associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession.

S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la Gérance ou le représentant de la Société spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession.

A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes l justificatives.

Lorsque le cessionnaire doit être agréé, la procédure ci-dessus s'apl même aux adjudications publiques volontaires ou forcées.

L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudi dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un proje cession.

Toutefois, si les parts sont vendues, selon les dispositions de l'a 2078, alinéa 1er, du Code Civil, en exécution d'un nantissement ayant le consentement de la Société, le cessionnaire se trouve de plein agréé comme nouvel associé, à moins que la Société ne préfère apr cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

La collectivité des associés doit être consultée par la Gérand réception de la notification adressée par le cessionnaire à la Sc afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les formes, déla conditions prévus pour toute décision extraordinaire emportant rédu du capital social.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé

En cas d'apport de biens ou de deniers communs, ou d'acquisition de sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement as pour la moitié des parts souscrites ou acquises. Si la notific intervient lors de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptatic l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Si la notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisitic conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur doit être agréé personnell par la majorité en nombre des associés représentant au moins les quarts des parts sociales.

Lors de la délibération sur cet agrément, le conjoint associé ne prer part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calc la majorité.

En cas de refus d'agrément, notifié au conjoint dans les trois mois demande, seul le conjoint souscripteur ou acquéreur demeure ou de associé pour la totalité des parts souscrites ou acquises.

L'absence de notification dans le délai de trois mois emporte agréme conjoint.

En vue de lui permettre d'exercer ses droits, le conjoint doit être a du projet de souscription ou d'acquisition un mois au moins à l'avanc acte extrajudiciaire.

Toutes notifications émanant du conjoint ou de la Soci
la procédure prévue au présent article doivent
effectuées par acte extrajudiciaire.

3 - Transmission par décès.

a) Les parts sociales sont transmises librement par s
du conjoint ou des héritiers en ligne directe de l'assc
au profit de toute personne ayant déjà la qualité d'asso

b) Tous autres héritiers ou ayants droit ne deviennent
ont reçu l'agrément des associés survivants statuan
trois quarts des parts sociales.

Tout héritier ou ayant droit, qu'il soit ou non soum
justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités
son état civil auprès de la Gérance qui peut toujours e
d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés
qualités.

Tant que subsiste une indivision successorale, les part
ne sont prises en compte pour les décisions collec
indivisaire au moins n'est pas soumis à agrément

Ceux des indivisaires qui répondent à cette condition on
d'associé.

S'il n'en existe qu'un, il représente de plein droit l'
en existe plusieurs la désignation du mandataire comm
conformément à l'article 9, paragaraphe 3 des présents sta

Tout acte de partage est valablement notifié à la
copartageant le plus diligent. Si les droits héri
l'héritier ou l'ayant droit doit notifier à la Soci
d'agrément en justifiant de ses droits et qualités.

Dans l'un et l'autre cas, si la Société n'a pas fait conn
dans le délai de trois mois de la réception de ce
l'agrément est réputé acquis.

Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la Sc
attendre le partage, statuer sur leur agrément global
essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expir
de six mois à compter du décès, demander au juge des ré
siège social de mettre les indivisaires en demeure, so
procéder au partage.

Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se
l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrémen
décision de la Société sont faites par envoi recomma

réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la Société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit non agréé ; il est fait application des dispositions des alinéas 5, 6, 7 et 9 du paragraphe 1er ci-dessus, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant.

Si aucune des solutions prévues à ces alinéas n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

4 - Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, aucun agrément n'est exigé du conjoint survivant et des héritiers en ligne directe ; tout autre héritier doit être agréé conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus.

Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom.

Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues au paragraphe 1er ci-dessus.

A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

Article 11 - DECES - INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute lorsque la faillite personnelle, l'interdiction de gérer ou une mesure d'incapacité est prononcé à l'égard de l'un des associés. Elle n'est pas non plus dissoute par le décès d'un associé. Mais si l'un de ces évènements se produit en la personne d'un Gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de Gérant.

TITRE III

ADMINISTRATION - CONTROLE

Article 12 - POUVOIRS DES GERANTS

1 - La Société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques choisies parmi les associés ou en dehors d'eux.

Chacun des Gérants engage la Société, sauf si ses actes ne relèvent pas de l'objet social et que la Société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. Il a la signature sociale.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés et à titre de mesure d'ordre intérieur, les Gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément · sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue · pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la Société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques et nantissements, la fondation de Sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs, qui ne concerne que les rapports des associés entre eux, puisse être opposée aux tiers.

2 - Chaque Gérant a droit à une rémunération dont les modalités sont déterminées par une décision collective ordinaire des associés.

Article 13 - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITE DES GERANTS

Sauf disposition contraire de la décision qui les nomme, les Gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales.

Les Gérants peuvent d'un commun accord et sous leur responsabilité, constituer des mandataires spéciaux et temporaires pour la réalisation d'opérations déterminées.

Les Gérants sont responsables, individuellement ou solidairement en cas de faute commune, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs Gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Article 14 - CESSATION DE FONCTIONS

Tout Gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de cessation de fonctions par l'un des Gérants pour un motif quelconque, la Gérance reste assurée par le ou les autres Gérants. Si le Gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres Gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues à l'article 16 ci-après.

Article 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi. Les Commissaires aux Comptes sont désignés pour six exercices.

TITRE IV

DECISIONS DES ASSOCIES

Article 16 - DECISIONS COLLECTIVES - FORMES ET MODALITES

1 - La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qualifiées d'extraordinaires quand elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, et d'ordinaires dans tous les autres cas.

2 - Ces décisions résultent, au choix de la Gérance, d'une Assemblée Générale ou d'une consultation écrite des associés. Toutefois la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital social.

3 - Toute Assemblée Générale est convoquée par la Gérance ou à défaut par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant le quart des parts sociales s'ils représentent au moins le quart des associés, peuvent demander la réunion d'une Assemblée.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la date de réunion.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'Assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée est présidée par l'un des Gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.

Si deux associés possèdant ou représentant le même nombre de parts sont

acceptants, la présidence de l'Assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'Assemblée est constatée par un procès-verbal contenant les mentions règlementaires, établi et signé par le ou les Gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

Dans le cas où il n'est pas établi de feuille de présence, le procès-verbal doit être signé par tous les associés.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

4 - En cas de consultation écrite, la Gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

5 - Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint, sauf si la Société ne comprend que les deux époux.

Il peut aussi se faire représenter par un autre associé justifiant de son pouvoir, à condition que le nombre des associés soit supérieur à deux.

6 - Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions règlementaires.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un Gérant.

Article 17 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés qui ne concernent ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la Loi.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la Gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité absolue des parts sociales est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un Gérant.

Article 18 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la Loi.

Les associés peuvent, par décision collective extraordinaire apporter aux statuts toutes modifications permises par la Loi. Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la Société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, ou en société civile.

- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ou d'autoriser le nantissement des parts.

- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves.

- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales pour toutes les autres décisions extraordinaires.

Article 19 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INTERVENTION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, soit par écrit, soit en Assemblée Générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par les dispositions législatives et règlementaires en vigueur.

Tout associé non Gérant peut, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au Gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

La réponse écrite du Gérant qui doit intervenir dans le délai d'ur est communiquée au Commissaire aux Comptes s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du ca social, peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous qu forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plus experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opératio gestion.

La forme de sa désignation et les conditions d'exercice de sa mission fixées par la Loi et les règlements.

Chaque associé dispose, en outre, d'un droit de communication perman l'étendue de ce droit et les modalités de son exercice résulten dispositions règlementaires en vigueur.

Article 20 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

1 - Les conventions intervenues directement ou par personne inter entre la Société et l'un de ses Gérants ou associés font l'objet rapport spécial de la Gérance ou, s'il en existe un, du Commissair Comptes, à l'Assemblée Annuelle.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux conventions portan des opérations courantes conclues à des conditions normales.

2 - Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, conventions conclues par un Gérant non associé sont soumise l'approbation préalable de l'Assemblée.

3 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Gérants ou assc autres que des personnes morales de contracter, sous quelque forme qu soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par ell découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautio ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. C interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes mor associées.

Elle s'applique également aux conjoints, ascendants ou descendants personnes visées ci-dessus.

TITRE V

AFFECTATION DES RESULTATS - REPARTITION DES BENEFICES

Article 21 - ARRETE DES COMPTES SOCIAUX

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la Géra un inventaire de l'actif et du passif de la Société, et des com annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre Ier du Cod Commerce.

La Gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice, aux amortissements et provisions prévus ou autorisés par la Loi.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle sont annexés à la suite du bilan.

La Gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Par ailleurs, si à la clôture de l'exercice social, la Société répond à l'un des critères définis à l'article 244 du Décret du 23 mars 1967, le Gérant doit établir les documents comptables prévisionnels et rapports d'analyse, dans les conditions et selon la périodicité prévues par la Loi et le Décret.

Tous ces documents sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans les conditions légales et règlementaires.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), le rapport de gestion, ainsi que le texte des résolutions proposées, et éventuellement le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée appelée à statuer sur ces comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Gérant sera tenu de répondre au cours de l'Assemblée.

Ces mêmes documents sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'Assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'Assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

De même, le rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article 50 de la Loi, doit être établi et déposé au siège social quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée.

Article 22 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Sur ce bénéfice diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont prélevées tout d'abord les sommes à porter en réserve en application de la Loi.

Ainsi, il est prélevé 5 p.100 pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Cependant, hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la Loi et des présents statuts, les associés peuvent, sur proposition de la Gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans le bénéfice, ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau.

Article 23 - DIVIDENDES-PAIEMENT

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

TITRE VI

PROROGATION - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 24 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la Gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la Société doit être prorogée.

Article 25 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du

capital social, la Gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaitre cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue, la régularisation a eu lieu.

Article 26 - TRANSFORMATION

La Société peut être transformée en une Société d'une autre forme par décision collective des associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Toutefois, la transformation en Société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions exige l'unanimité des associés.

La transformation en Société Anonyme ne peut être décidée si la Société n'a pas établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices sociaux. Toutefois, et sous ces réserves, elle peut être décidée par les associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent le montant fixé par la Loi.

La décision de transformation en Société Anonyme est précédée des rapports des Commissaires déterminés par la Loi. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut, sur décision unanime des associés, être désigné comme Commissaire à la transformation.

Les associés doivent statuer sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal,

la transformation est nulle.

Article 27 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute par l'arrivée de son terme - sauf prorogation -, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par la perte totale de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La personnalité de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité des parts sociales, choisi parmi les associés ou en dehors d'eux.

La liquidation est effectuée conformément à la Loi. Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés au prorata du nombre des parts appartenant à chacun d'eux.

La Société ne comprend qu'un seul associé, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraine, dans les conditions prévues par la Loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 28 - CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société, ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

TITRE VII

PERSONNALITE MORALE
FORMALITES CONSTITUTIVES

Article 29 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 30 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Bernard DELAGE à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la Loi, et notamment à l'effet de faire insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à LIMOGES

Le 30 mars 1992

En cinq originaux dont un pour être déposé au siège social et les autres pour l'exécution des formalités.

STATUTS A JOUR AU 31 MARS 2008